

Le Budget—M. Deans

La réponse à la question du député est simplement que . . .

M. Mayer: Maintenant nous allons avoir la réponse.

M. Deans: . . . si le député et ses collègues avaient appuyé nos tentatives pour maintenir les taux d'intérêt à un niveau assez bas, nous n'aurions pas la situation que nous connaissons maintenant.

M. Thacker: Monsieur le Président, si le député de Hamilton-Mountain (M. Deans) avait maintenu les taux d'intérêt au Canada à un niveau artificiellement bas, le dollar canadien aurait chuté. Et ce sont les gens que le député prétend représenter qui auraient souffert d'une baisse du dollar canadien à 60¢ ou à 65¢. Toutes les importations coûtent beaucoup plus cher lorsque la valeur de notre devise fléchit. Par conséquent, il nous raconte des histoires.

Le député de Hamilton Mountain ne peut pas digérer le fait que plus de 30 p. 100 des recettes fiscales sont consacrées au service de la dette. Cela signifie que les riches deviennent fabuleusement riches et que la classe moyenne est en voie de disparition. Où fixerait-il la limite? A 30 p. 100, 50 p. 100, 60 p. 100 ou 15 p. 100?

M. Deans: Monsieur le Président, il y a probablement un problème d'acoustique ici. Nous ne sommes pas très loin l'un de l'autre; la distance ne devrait donc pas être un problème, par conséquent nos difficultés doivent venir du son. Je voudrais lui répéter que si le service de la dette absorbe 30 p. 100 de nos recettes, c'est à cause de l'alliance des libéraux et des conservateurs sur la politique fiscale.

Des voix: Bravo!

M. Deans: Si la Chambre des communes avait appuyé . . .

M. Mayer: Soyez juste.

M. Deans: Je suis toujours juste.

M. Mayer: Vous n'avez pas écouté ce que j'ai dit tout à l'heure.

M. Deans: Non, mais je vous ai écouté souvent. Il me suffit d'entendre votre discours une fois. Monsieur le Président, vous savez aussi bien que moi que si les conservateurs avaient été présents et s'ils s'étaient joints à nous, à maintes occasions, il aurait été possible de défaire le gouvernement et nous aurions pu nous débarrasser de cette équipe de bouffons. Plus encore, s'ils avaient décidé de voter avec nous sur ces questions importantes, nous aurions peut-être eu une influence sur la politique fiscale et monétaire du gouvernement. Mais surtout, s'ils avaient appuyé nos programmes de création d'emplois qui, tous, auraient considérablement favorisé la croissance future de ce pays, nous aurions eu plus de gens au travail payant des impôts et augmentant par conséquent des recettes du gouvernement. Nous aurions eu à emprunter beaucoup moins. Nous ne serions donc pas dans la situation où nous sommes actuellement.

C'est parce que le porte-parole du parti conservateur appuie constamment les initiatives libérales que nous avons aujourd'hui un déficit de l'ordre de 29 milliards. C'est parce que les libéraux et les conservateurs ne comprennent pas les répercussions de la politique d'argent cher qu'ils l'appuient depuis de

nombreux mois, conduisant les gens au chômage et créant le déficit que nous connaissons. Le programme d'assurance-chômage nous coûte un milliard par mois.

Si nous avions eu l'appui des conservateurs pour nos mesures telles que la construction de logements, nous aurions pu créer 280,000 années-personnes de travail. Les conservateurs ont dit alors que nous ne pouvions pas nous le permettre. Lorsque nous proposons de mettre en pratique le rapport du groupe de travail sur l'industrie automobile qui aurait créé 80,000 emplois au Canada au cours des cinq prochaines années, je n'ai pas entendu le moindre encouragement de la part des conservateurs. Lorsque nous parlions de terminer l'oléoduc est-ouest qui aurait rendu ce pays autosuffisant, tout en donnant du travail aux gens dans l'industrie de l'acier et de la construction, le parti conservateur ne nous a pas donné le moindre signe d'appui.

M. Riis: Le silence, le silence absolu.

M. Deans: Lorsque nous disions qu'il fallait s'attaquer aux carences des secteurs de l'équipement agricole, forestier et minier, nous n'avons pas eu le moindre support du parti conservateur. Les conservateurs sont responsables d'une bonne partie des problèmes qui affligent la majorité des gens de ce pays. Lorsque, tout d'un coup, ils commencent à déplorer la situation de notre économie, nous nous rendons bien compte qu'ils ne disent pas la vérité.

L'hon. Bud Cullen (Sarnia-Lambton): Monsieur le Président, à entendre le député de Hamilton Mountain (M. Deans) prêcher sa théorie de l'économie, il y a lieu de se demander si James Laxer n'aurait raison après tout et que ces gens vivent encore à l'époque des années 60. Il m'a déjà été donné de visiter des pays à gouvernements socialistes. Il est vrai que ces derniers fournissent de nombreux services. Les néo-démocrates négligent cependant de dire au Canada qu'il leur faut pour cela accaparer de 56 à 60 p. 100 du PNB pour être en mesure d'assurer tous les services qu'exigent leurs citoyens. Si nous en avions fait autant, le Canada n'aurait jamais pu être florissant. Nous nous serions croisés les bras en nous disant que le gouvernement pourvoira à nos besoins. Voilà ce qui distingue la doctrine des conservateurs et des libéraux de celle des socialistes dans ce coin-là. Les Canadiens sont partisans de la libre entreprise. Ils veulent avoir la possibilité de s'épanouir et notre pays dispose de tous les atouts nécessaires pour le leur permettre. En ma qualité d'ancien ministre de l'Immigration, je sais pertinemment, monsieur le Président, qu'entre 800,000 et 900,000 personnes par an cherchent à immigrer chez nous. C'est donc dire que nous ne nous débrouillons pas si mal que cela, en dépit de tous les discours socialistes qui nous ont été servis ce matin.

Ce n'est pas seulement 150 millions de dollars que nous consacrons à la résolution du problème du chômage au Canada, mais bien 3.5 milliards. Le député voudrait faire fi des débats antérieurs sur les exposés budgétaires et en réponse à l'adresse au discours du trône et s'attacher principalement à cette somme que nous consacrons essentiellement à la compression du chômage chez les jeunes. Cette somme de 150 millions de dollars n'est certainement pas à négliger.